

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PROPOLYS

109 rue Jean Aicard
83300 Draguignan

Références : D-UD83-2024-0178
Code AIOT : 0006406634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement SAS PROPOLYS implanté Lieu dit Manjastre 83230 Bormes-les-Mimosas. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PROPOLYS
- Lieu dit Manjastre 83230 Bormes-les-Mimosas
- Code AIOT : 0006406634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SGEA, filiale du groupe Pizzorno, exploite une installation composée d'une station de transit d'ordures ménagères ainsi que d'une déchèterie aménagée pour les matériaux, objets ou produits triés apportés par le public et les professionnels, sur la commune de Bormes-les-Mimosas, Lieu-dit "Manjastre Basse". L'exploitation dispose d'une autorisation par arrêté préfectoral du 30 janvier 1992.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rétention des sols
- Nature des déchets
- Entreposage des produits et déchets
- Prévention pollution des eaux
- Protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitant	Code de l'environnement, article R.181-47	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Protection et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Nature des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non-conformités ont été constatées au cours de cette visite qui conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives dans les délais fixés et à proposer des suites administratives .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-47
Thème(s) : Situation administrative, exploitant
Prescription contrôlée : I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. [...]
Constats : L'arrêté d'autorisation d'exploiter a été délivré à la Société Générale d'Environnement et Assainissement (SGEA). L'installation est désormais exploitée par la société « PROPOLYS ». La société n'a pas notifié le changement d'exploitant à M. le Préfet du Var.
Observations : Dans un délai d'un mois , il convient de régulariser sa situation en déclarant à Monsieur le Préfet du Var, le changement d'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 4
Thème(s) : Situation administrative, installations
<p>Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux plans et indications techniques contenues dans le dossier de la demande.</p> <p>Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modifications apportées n'ont pas été déclarées par l'exploitant. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'installation en place n'a plus la même configuration que celle autorisée par arrêté du 30/01/1992.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, il est demandé à l'exploitant de porter à connaissance au Préfet du Var un dossier décrivant les modifications apportées au dossier initial.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des sols
<p>Prescription contrôlée : Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve aérienne de distribution de carburant est implantée sur une aire de distribution de carburant bétonnée fissurée ne permettant pas d'assurer la protection de la zone de stockage du carburant lors du remplissage des camions ou en cas de fuite de la cuve. Cette cuve double parois est composée de deux compartiments : gasoil (d'une capacité de 15 000 litres) et GNR de (5 000 litres).</p> <p>Sur la partie déchèterie professionnelle, il a été constaté que l'aire de dépôt des déchets est très détériorée (nombreuses fissures, et plus de dalle sur certaines parties) et donc plus étanche.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, il convient de réaliser une aire étanche et conçue de manière à empêcher la diffusion des matières répandues vers l'extérieur et de permettre le drainage de ceux-ci. Sur la partie déchèterie professionnelle, il convient de réaliser une aire de stockage étanche et incombustible.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétention des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés avec Contrôle périodique
<p>Constats :</p> <p>Sur le haut du site, des bidons d'huiles sont entreposées hors rétention. Dans la zone dédiée au DEEE, plusieurs bidons d'huiles, pots de peinture et déchets dangereux sont également stockés hors rétention.</p> <p>Une des rétentions de cuve de lubrifiant en partie abritée, est partiellement remplie.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai d'un mois, il convient d'installer des cuvettes de rétention, d'un volume adapté, pour l'entreposage de chaque produit susceptible de créer une pollution du sol.</p> <p>La capacité des rétentions doit être maintenue en permanence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Zones d'entreposage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'espace déchèterie publique, les aires de réception et d'entreposage sont clairement signalées. En revanche, sur la déchèterie professionnelle les zones ne sont pas définies. Des pneus, des pots de peinture, des bidons d'huile alimentaire et vidange, flacon de trichloréthylène, bombe insecticide sont déposés dans le périmètre des déchets d'équipements électriques et électroniques.</p>

Observations :
<p>Dans un délai d'un mois, les déchets hors DEEE devront être stockés dans les zones dédiées ou évacués dans les filières adaptées.</p> <p>Il convient que les aires de réception et d'entreposage des déchets sur la déchèterie professionnelle soient clairement signalées et distinguées en fonction du type de déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Volume des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc...)</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, il convient de mettre en place un système de mesurage des volumes des alvéoles d'entreposage des déchets qui permet d'évaluer rapidement les quantités de déchets entreposés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées domestiques devront être éliminées dans un dispositif d'assainissement individuel conforme aux prescriptions du règlement sanitaire départemental.</p> <p>Les eaux de lavages des aires de réception et d'évacuation rejoindront celles provenant de la décharge après passage obligatoire dans une boîte à sable et dans un décanteur débourbeur d'un volume de 1 m3, qui devront faire l'objet d'un nettoyage, au moins trimestriellement. Un contrat d'entretien et d'enlèvement des déchets devra être fourni par l'exploitant pour ces ouvrages.</p> <p>Les eaux de pluie et d'arrosage seront strictement séparées des eaux de lavages ou de ruissellement polluées. Elles seront directement canalisées vers les fossés d'évacuation limitrophes au moyen de bouches avaloirs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de réseau de collecte des eaux résiduaires et pluviales de type séparatif sur le site.</p> <p>Les eaux de lavages des aires de réception et d'évacuation ne transitent pas toutes par le séparateur d'hydrocarbure.</p>

<p>Le plan du réseau fourni par l'exploitant ne fait pas apparaître de légende ni l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>La boîte à sable et le décanteur débourbeur doivent faire l'objet d'un nettoyage, au moins trimestriellement. Or, au vu des bordereaux de suivi de déchets dangereux n°BSD-20230911-1Q6Q9SNSG et n° BSD-20230417-Z45MZ50PP transmis par l'exploitant, l'entretien a été réalisé dans un délai de 5 mois.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 6 mois, il convient de réaliser un réseau séparatif permettant de collecter toutes les eaux, résiduaires et pluviales. Les eaux susceptibles d'être pollués devront être traitées avant rejet.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la boîte à sable et le décanteur débourbeur doivent faire l'objet d'un nettoyage, au moins trimestriellement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ; - métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats sur le rapport de prélèvement ponctuel (n°2937R/GDE/2023/S2 Manjastre) des eaux usées du 14/09/2023, indiquent notamment un dépassement des seuils pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les matières en suspension : 210 mg/l - les DCO : 830 mg/l - l'indice hydrocarbures : 14,2 mg/l
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, il convient de prendre les mesures nécessaires au respect des valeurs limites imposées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment: - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques; spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats : Le parc de 22 extincteurs et le poteau incendie n° PEI BLM 755 ont été vérifiés par « Eurofeu services » en date du 28/03/2023. Le plan incendie ne matérialise pas clairement les aires de gestions des produits ou déchets avec la description des dangers.
Observations : Dans un délai d'un mois , il convient de transmettre à l'inspection un plan d'exploitation à jour indiquant, les aires de gestion des produits ou déchets avec la description des dangers, la position et la capacité des points d'eau incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

<p>Constats :</p> <p>Le poteau PEI BLM 755, implanté proche du point de rassemblement et contrôlé le 03/05/2023 a un débit de 37 m³/h. L'exploitant ne possède pas les capacités opérationnelles pour pouvoir atteindre un débit de 60 m³ pendant 2 heures.</p> <p>Quatre poteaux privés numérotés PI BLM 758, 759, 760, 761 (contrat avec le Canal de Provence) sont implantés à plus de 100 m (à l'extérieur du site sur la partie Sud-Ouest).</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra installer un ou plusieurs points d'eau à moins de 100 m, permettant de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 heures .</p> <p>Le maintien en état de débroussaillage doit être perenne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Nature des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1992, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets non-admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas admis les déchets suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déchets toxiques, explosifs ou susceptibles de s'enflammer spontanément, - les déblais et gravats, - les cendres et mâchefers refroidis, - les boues pelle-tables de station d'épuration, - les déchets industriels.
<p>Constats :</p> <p>Différents types de déchets dangereux ou représentant un danger pour l'environnement sont entreposés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des bonbonnes de gaz sont stockés dans et en dehors de benne. Une odeur caractéristique s'en dégage. - pots de peinture, bidons d'huile, flacon de trichloréthylène, bombe insecticide (hors rétention) - plusieurs bennes de stockage de pneus - extincteurs
<p>Observations :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, il convient d'évacuer ces produits et déchets dans les filières adaptées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois